Organisation d'élections crédibles et transparentes : Le Comité de pilotage à pied d'œuvre

MALI

1270

L'information est l'oxygène des temps modernes

MARDI 24 JANVIER 2023

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION

Une nouvelle école pour Pokosso

Yeah Samaké et sa délégation accueillis en héros

1ère édition de la semaine de la justice : La justice proche des citoyens !

Culture : La 8ème édition du festival Ogobagna lancée

COVID 19
CORONA VIRUS

PROTEGEONS NOUS ET PROTEGEONS LES AUTRES

Suivi des actions de prévention et de riposte au

23 Janv. 2023

RESPECTONS
LES MESURES BARRIÈRES

- Porter le masque quand la distance de sécurité ne peut être respecter
- Se laver les mains regulièrement
- Tousser ou eternuer dans le coude
- Respecter la distance de sécurité
- Utiliser le gel hydro-alcoolique pour vous désinfecter les mains
- Eviter de se serrer les mains
- Eviter de se toucher le visage : la bouche, les yeux ou le nez

Echantillons testés

218

Nouveaux cas confirmés	Nouveaux guéris	Nouveaux décès
01	00	00

Au cours des dernières 24 H

VACCINATION

643 078 Vaccinations incomplètes

2 867 303 Vaccinations complètes

Bilan global de la situation du Covid 19

cas confirmés	Guéris	Décès
32 776	31 953	743

dont 03 font l'objet d'un suivi médical

MALIKILÉ | Sensibilisation

Ministère de la Santé et du Développement Social

Sommaire «

P. 13

P. 20

P. 25

/ Une /

Une nouvelle école pour Pokosso : Yeah Samaké et sa délégation accueillis en héro — P. 5

/ Brèves /

Changement climatique au Mali : La pluviométrie sur une tendance générale à la baisse — P. 12
OMEX : Signature de l'accord de siège ce lundi 16-01-2023 au Congo Brazzaville. — P. 12
Éditorial : Terrorisme collatéral… — P. 13
Veuves et orphelins de militaires : Les maliens de guinée équatoriale solidaires — P. 13
Politique : L'ex-majorité exige le respect des engagements — P. 14

/ Actualité /

1ère édition de la semaine de la justice : La justice proche des citoyens ! — P. 16
INPS : La Direction Générale magnifie ses cadres retraites de 2021 et 2022 — P. 18
Mali : Pourquoi l'insurrection jihadiste est aux portes de Bamako — P. 20

/ Politique /

Organisation d'élections crédibles et transparentes : Le Comité de pilotage à pied d'œuvre — P. 22
Révision annuelle des listes électorales : Le CDR demande l'ouverture d'une période exceptionnelle — P. 24
Fête de l'armée : Commémorer et honorer l'ultime sacrifice — P. 25

/ Culture & société /

Culture : La 8ème édition du festival Ogobagna lancée — P. 27
Tiktok applique l'étiquetage des médias d'état à de nouveaux pays : Mais pas en Afrique pour le moment — P. 28

/ International /

Procès du 28 septembre : « Je suis prêt à venir témoigner devant la barre si… », affirme Cellou Dalein — P. 29
Surveillante agressée : La police de Comico arrête le duo incriminé — P. 29

/ Sport /

CHAN 2022 : La côte d'ivoire qualifiée pour les quarts de finale — P. 30

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**
Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)
Email : ampikile@gmail.com
Site Web : www.malikile.com
Contacts : +223 70 44 22 23

- **Gérant :** Moctar Sow
- **Redacteur en Chef :** .....
- **Rédaction Générale :** Moctar Sow, Karamako B. KEITA, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo, Malick wogo, Maffenin Diarra, Bokoum Abdoul Momini, Binadja Doumbia, Samba Moussa LY journaliste correspondant à Dakar
- **Service Commercial :** Youssouf Diarra
- **Secrétariat :** Fatou SISSOKO

Malikilé

VOUS SOUHAITE
UNE BONNE ET HEUREUSE ANNEE

2023

HAPPY NEW YEAR

Une nouvelle école pour Pokosso

Yeah Samaké et sa délégation accueillis en héros

Du jeudi 19 au dimanche 22 janvier 2023, Son Excellence Yeah Samaké, directeur Exécutif et non moins président d'honneur du Parti pour l'Action Civique et Patriotique (PACP), ont sillonné la région de Koutiala. La forte délégation qu'il a conduite s'est rendue le vendredi soir à N'Gouantiesso dans la commune de M'Pessoba, cercle de Koutiala pour une rencontre d'échange avec la population de la localité.

En effet, le Président d'honneur du PACP et sa délégation ont profité de ce séjour dans la capitale de l'or blanc pour effectuer des sorties dans quelques communes du cercle à l'initiative de la section PACP de Koutiala.

Samedi 21 janvier 2023, aux environs de 11h, la délégation est accueillie par une foule reconnaissante qui a difficilement fait place aux discours, parfois émouvants.

Après les salutations et les mots de bienvenue du chef de village et de l'imam de Pokosso, le président de la jeunesse a pris la parole. Selon lui, la cérémonie d'inauguration du second cycle de Pokosso, construite, par la fondation Empower-Mali, fait découvrir des hommes qu'il faut pour le Mali. « **Pas tous les hommes. Mais des hommes qui ont un cœur d'enseignant. Qui dit enseignant, parle de passion de compassion, de l'amour pour les enfants, de la bonté et de la générosité. Bref ! Du sacerdoce !** ». Yeah Samaké professeur d'anglais de formation qu'il est, est le modèle à suivre.

Le village de Pokosso avait son premier cycle depuis l'an 2000. Et tous les élèves qui sont passés par ce cycle ont fait leur second cycle ailleurs. Aujourd'hui cela est fini grâce à l'action civique et patriotique de la fondation Empower-Mali de Niankoro Yeah Samaké.

Personne ne connaît personne mais l'homme se reconnaît par ses œuvres car il le dit il le fait selon son slogan « Diriger C'est servir » Oui Yeah Samaké est l'un de ceux qu'il faut pour le Mali. C'est ça, la bonne politique bâtir son pays avec beaucoup de patriotisme. Vous venez d'offrir à Pokosso trois salles de classes bien équipées, une direction, une salle de réunion et 6 latrines pour un coût total d'environ 26 millions de nos francs. Vous en avez fait autant à travers le pays. Vous êtes à remercier, que Dieu vous bénisse. A-t-il martelé.

Les efforts déployés par l'état ont permis au système éducatif Malien d'enregistrer d'importants progrès en matière d'accès à l'école mais surtout en matière d'infrastructures scolaires (construction des salles de classes). C'est pour cela que le Gouvernement de la transition a donné la priorité à la réhabilitation de plusieurs salles de classes dans le tout le pays courant l'année scolaire 2021 -2022. Mais beaucoup reste à faire.

Le DCAP a rappelé que notre pays est très vaste et les efforts du Gouvernement ont besoin de l'accompagnement de ses partenaires et des citoyens de bonne volonté pour que le département de l'Éducation puisse atteindre les objectifs escomptés de l'amélioration des conditions d'accueil et d'enseignement - apprentissage dans nos structures éducatives.

Il a ainsi remercié et félicité Niankoro Yeah SAMAKE président d'honneur du Parti PACP et Directeur exécutif de la Fondation EMPOWER MALI, qui par son engagement patriotique exemplaire, a attribué trois (03) salles de classes équipées un bureau pour l'administration scolaire et deux blocs de toilettes filles et garçons au village de Pokosso, village dont les enfants avaient de sérieuses difficultés à rejoindre les écoles voisines situées à quelques km. Il a par la même occasion annoncé et rassuré que l'accompagnement de son service c'est-à-dire du Centre d'Animation Pédagogique de Koutiala ne fera pas défaut tant dans la gestion du personnel enseignant que sur le plan appui conseil pédagogique.

S'adressant aux populations de Pokosso, il a demandé à la communauté éducative particulièrement le Comité de Gestion Scolaire (CGS) de Pokosso de jouer pleinement ses rôles et responsabilités afin de permettre un bon fonctionnement de leur école dans le grand souci d'une amélioration des enseignements -apprentissages.

A sa suite, la porte-parole des élèves a remercié aux noms de tous ses camarades Yeah Samaké et sa Fondation pour leur avoir enlevé une épine du pied. « **C'est avec un cœur plein de joie que je prends la parole au nom de mes camarades et au mien propre. Alors permettez-moi en ce jour si grand, si mémorable pour la population de Pokosso en général et pour nous les enfants du second cycle en particulier pour dire un grand merci. Je dis grand merci au donateur NIANKORO Yeah SAMAKE président d'honneur du parti PACP et toute sa fondation EMPOWER MALI... Car cette fête d'inauguration de notre second cycle nous fait déborder de joie ; vous nous donnez ainsi l'occasion d'étudier près de nos familles diminuant ainsi les abandons et les déperditions scolaires.**

Nous n'aurons plus à quitter pères et mères à bas âges pour aller s'exposer à toutes sortes de difficultés d'hébergement ailleurs. »

Après les mots du sous-préfet et de l'honorable Aly Koné, membre du PACP et conseiller au CNT, le Directeur de la Fondation Empower-Mali, Yeah Samaké a rappelé qu'il est à sa 44ème écolé et que l'inauguration de la 45ème est prévue pour le 26 janvier 2023 à Badalabougou. Il a ainsi rassuré les autorités de la transition et les populations que pour lui aider ses concitoyens lui procure un bonheur immense. Que donc, annoncer la réalisation d'une cinquantaine de forages à travers le pays et une dizaine d'écoles.

Binadjan Doumbia

Kassim Traoré

Affaire Des évadés du camp 1: L'un des fugitifs arrêté par la brigade de Senou. Source : sécuritaire

Mossa Ag Attaher

C'est avec un grand plaisir que je participe ce 23janv 2023 au lancement de la 8è édition du festival #Ogobagna placée sous le thème :«Les cultures locales à l'épreuve de la mondialisation :Les formes des résilience des communautés».Invité d'honneur : La communauté Kel Tambasheq.

SEGOU MEDIA

le port d'Abidjan se muscle pour capter le lithium malien J.A

Ministère de la Justice du Mali

#justice #refondation #droitsdelhomme
Semaine de la justice : la 1ère édition lancée!
Le ministre de la Justice et des Droits de l'homme, Garde des sceaux, Mamoudou Kassogué, a lance ce lundi 23 janvier 2023, au Centre International de Conférence de Bamako (CICB), la 1¢re édition de la Semaine de la justice.
Il était accompagné par ses collègues de la Refondation, Charge des Relations avec les institutions, Ibrahim Ikassa Maiga ; de la Communication, de l'Economie Numérique et de la Modernisation de l'Administration ; Me Harouna Toureh ; de l'Artisanat, de la Culture, de l'Industrie Hoteliére et du Tourisme ; Andogoly Guindo ; ministre Délégué auprés du Premier ministre, chargé des Réformes politiques et institutionnelles ; Fatoumata Sékou Dicko.
Premier à prendre la parole, le président de la Commission d'organisation, non moins secrétaire général du ministère de la Justice et des Droits de l'Homme, Dr Boubacar Sidiki DIARRAH a indiqué que l'idée de la semaine de la justice a germé, a été concrétisée et institutionnalisée sur les instructions du ministre Mamoudou Kassogué suivant Décision n°2022/MJDH-SG du 10 octobre 2022.
« Elle fait suite entre autres à la méconnaissance de l'Institution judiciaire, au déficit criard d'information et à la crise de confiance entre la justice et le justiciable », a expliqué Dr Diarra.
La Semaine de la justice qui sera désormais institutionnalisée a pour objectif de rendre la justice plus proche des citoyens, de les informer sur leurs droits et de promouvoir la bonne distribution de la justice. Elle est destinée, aux dires du président de la Commission d'organisation de la 1ère édition, principalement aux citoyens, aux étudiants et aux professionnels de la justice.
Plusieurs activités sont prévues au cours de cette 1ère édition. Il s'agit, entre autres : d'une conférence de parquet le mardi 24 janvier 2022 au département de la Justice ; une conférence de siège qui se tiendra le mercredi 25 janvier à la Cour Suprême ; une conférence des juridictions administratives à la Cour Suprême, le mercredi 25 janvier ; une journée portes ouvertes sur les juridictions spécialisées (Pôle économique et financier, Tribunal de Commerce , Tribunal du Travail, Tribunal pour enfants et les service assimilés du ministère de la Justice et des Droits, qui se tiendra le 26 janvier à l'Institut National de Formation Judiciaire « Maître Demba Diallo » ; et un déjeuner-débat avec la presse le samedi 28 janvier 2023.
Tout souriant et visiblement très confiant quant aux retombées de cette 1ère édition, le Garde des Sceaux, Mamoudou Kassogué a indiqué que la Justice malienne, à travers cette semaine, cherche, davantage, à se faire connaître, à se faire comprendre et à améliorer ses services à l'endroit des justiciables et du public.
« L'idée de la semaine de la Justice se concrétise aujourd'hui, à travers la présente cérémonie marquant son lancement, mais je suis convaincu que mes prédécesseurs à la tête de ce Département, auxquels je rends un vibrant hommage, n'ont pas manqué d'ambitions et d'initiatives pour créer un cadre de rencontres et d'échanges permettant de mieux rapprocher la Justice des justiciables et de mieux la faire découvrir par ceux-ci », explique le ministre de la Justice et des Droits de l'Homme, Garde des Sceaux, Mamoud Kassogué qui a ajouté, avec fierté, que la justice fait sa mue doucement mais sûrement.
« Nous sommes engagés à l'imprimer un rythme rationnel de nature à asseoir davantage sa crédibilité et sa respectabilité par une saine et bonne distribution, tout en mettant en exergue la reddition de compte, la critique, l'autocritique pour améliorer le service », promet il.
Le ministre Kassogué a également annoncé la volonté du gouvernement malien, à travers le Département de la Justice et des Droits de l'Homme, d'institutionnaliser la Semaine de la Justice.
Le Garde des Sceaux a, enfin, salué les efforts du président de la Transition, le colonel Assimi Goïta et du Premier ministre, Dr Choguel Kokalla Maïga, en faveur de la justice malienne dans la Refondation du Mali.

Ouverture Média - OM

#OM INFO: #BURKINA_FASO "Un meeting de quête de Paix et de Souveraineté au Burkina Faso lancé par le COLLECTIF DES LEADERS PANAFRICAINS (CLP) se tient ce vendredi 20 janvier 2023 à la place de la nation de Ouagadougou.
A noter que c'est un meeting de soutien aux FDS et à la Transition. Les manifestants exigent notamment le départ de l'Ambassadeur français LUC HALLADE, la fermeture de la base de l'armée française basée à Kamboinsin. "
Source: #Burkina24

Moussa Mara Yelema

La Coordination des Jeunes du Mande a décidé de reconnaître les mérites de ceux qui se sont illustrés au service de la contrée.
Le Mande est l'espace situé au Sud Ouest du Mali qui a été l'épicentre du grand empire de Soundiata Keita.
J'ai assisté à cet événement pour soutenir une initiative de promotion de l'excellence et de la citoyenneté.
La reconnaissance du mérite est un puissant encouragement à toujours bien faire au service des autres.

Kassim Traoré

#Ségou: Dans le cercle de Niono. Une très forte offensive des Famas s'est déroulée à Farabougou aujourd'hui. On attend le bilan.

Gandhi MÉDIA - GM

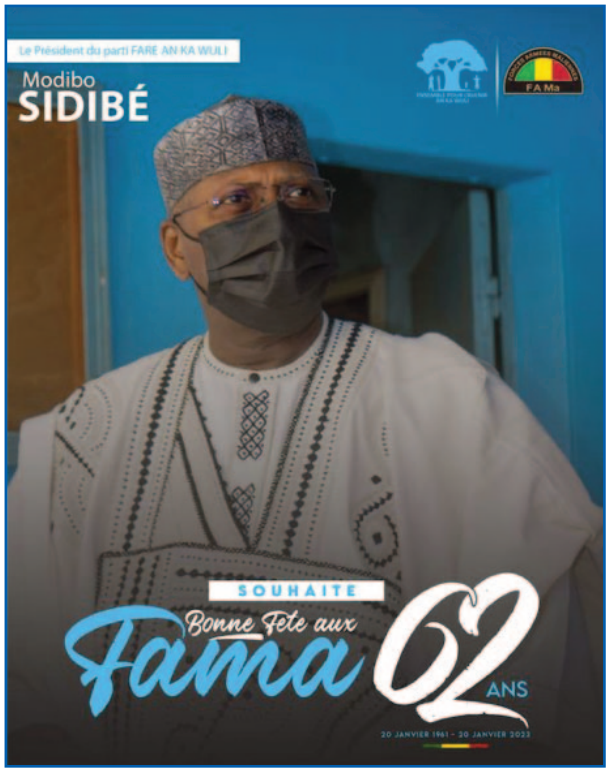
Mais pourquoi le mot Souveraineté retrouvée fait mal à certaines personnes ?

L'ESSOR

Une chose est de décrocher un diplôme. Une autre est de trouver un job, une fois en possession du précieux sésame. C'est à cette situation déplorable que sont confrontés les jeunes produits de nos grandes écoles et institutions de formation

Modibo Sidibé

MESSAGE 20 JANVIER 2023 62ème anniversaire
Je réitère mon soutien aux Forces de Défense et de Sécurité, salue leur montée en capacités et surtout, leur détermination. Pour avoir été des leurs et l'étant pour toujours par l'esprit et par le cœur, je sais que leur détermination se nourrit de notre patriotisme à tous, de l'intégrité de tous et du courage de tous.
Restons mobilisés autour de notre Armée, excellente fête à toutes et à tous !
Modibo Sidibé



Fatima Walet Diallo

L'imam Diko mérite respect et considération, vouloir le réduire en poussière se transformer en le rendant international

President de l'Association Kaoural Renouveau International

20 JANVIER, FÊTE DE L'ARMÉE MALIENNE
En cette journée commémorant le 62ème anniversaire de notre armée, l'Association Kaoural Renouveau International souhaite une très bonne fête à toutes les Forces Armées Maliennes.

Une armée forte, courage, disciplinée, qui impose le respect composée de braves soldats très bien équipée aujourd'hui grâce aux autorités de la transition, d'armes et de matériels de combats de dernière génération pour faire face au terrorisme et à toutes les menaces en tout lieu et à tout moment sur l'étendue du territoire pour apporter la quietude.
Le peuple malien est fier et à la ferme conviction qu'avec ce nouveau visage de l'armée, le terrorisme ne sera bientôt qu'un mauvais souvenir.
Bonne fête à toute et à tous.
Le Président El Hadj Oumar Abdou Touré

Bɛɛ-djɛ MEDIA

Il faut interdire TikTok en Afrik avant qu'il ne soit trop tard je sais de quoi je parle.

Ouverture Média - OM

OM INFO : 62e anniversaire de l'Armée malienne : le Président de la Transition a rendu visite aux blessés de guerre
Dans le cadre des festivités du 62e anniversaire de la création de l'Armée nationale, le Président de la Transition, SE le Colonel Assimi GOÏTA, Chef de l'État, a rendu visite aux blessés de guerre, le vendredi 20 janvier 2023, à la Polyclinique des Armées. Il était accompagné par le ministre de la Défense et des Anciens combattants, du Premier ministre, du ministre de l'Economie et des Finances, de madame le ministre de la Santé et du Développement social ainsi que de sa Conseillère spéciale.
Le 20 janvier, étant la fête des Forces Armées de Défense et de Sécurité, n'est pas célébré par les blessés de guerre. En vue de leur témoigner toute sa considération et sa satisfaction pour les services rendus, le Président de la Transition a jugé important de partager

avec ces militaires un repas de fête.
Selon le Colonel Sadio CAMARA, le Président GOÏTA a profité de l'occasion pour souhaiter à ces blessés de guerre les vœux de prompt rétablissement tout en les encourageant à garder le moral haut pour permettre au Mali de finir ce qu'il a commencé, c'est-à-dire rendre la sécurité et la paix au pays.
Après avoir partagé ce repas avec les blessés de guerre, avec lesquels il a échangé des mots avant de prendre avec eux une photo de famille, le Chef suprême des Armées a visité les nouveaux blocs d'urgence de la Policlinique des Armées. Des blocs non encore opérationnels, mais qui entrent dans le cadre du renforcement du plateau technique des hôpitaux de l'Armée malienne.
La visite de ces blocs par le Chef Suprême des Armées visait à faire le constat de ce qui manque pour l'opérationnalisation de ce service, non seulement pour le bien de tous les militaires, mais aussi de tous les Maliens.
Après ces visites, le ministre de la Défense et des Anciens combattants, le Colonel Sadio CAMARA a bien souligné que si à Bamako, les citoyens peuvent travailler librement, c'est parce que d'autres ont donné leur vie, d'autre aussi sont blessés pour que nous puissions jouir de notre santé et pouvoir travaillé.

Housseyne Ag Issa

#Mali L'allégeance de certains notables de la région de #Meneka à Iyad Ag Ghali et au #JNIM était en effet attendue car ces communautés subissent facilement des massacres de masse aux mains de l'Etat islamique et de ses milices affiliées depuis des années et les gouvernements de la région ainsi que les mouvements signataires de l'Accord de Paix et de Réconciliation qui parlent toujours en tant que représentant L'unique et légitime de ces peuples n'a pas bougé le petit doigt. Ainsi, les notables de la région voient que leur seule issue est de rejoindre le groupe Nusrat al-Islam, l'ennemi historique de l'Etat islamique, appliquant le proverbe qui dit : « L'ennemi de ton ennemi est ton ami ».

SEGOU MEDIA

Le Burkina Faso demande le départ des troupes françaises «d'ici un mois»
D'après une agence burkinabé citée par l'AFP, Ouagadougou exige le départ des troupes française d'ici un mois.
Une source proche du gouvernement cité par la même agence évoqué un départ nécessaire dans «un bref délai».
Abonnez-vous : www.segoumedia.com

villageois

@villageois52
@HousseyneAg
Nous aidons al-Qaïda aujourd'hui et nous combattons demain C'est ce qu'ils ont fait en 2012 Nous n'avons pas oublié de tuer nos chefs et nos frères à Gao et Menaka La guerre n'est pas tribale telle qu'elle est prônée La sagesse des Le MNLA ne doit pas s'immiscer dans cette guerre

Madouwa Prestige

Organic Herbal Teas

Tisane Madouwa

SCAN FOR INFO

Tisane Damou

Lutte contre la sècheresse vaginale, infections urinaires donne une odeur fraiche / Revered by African Community for reducing urinary track infections, promoting natural vaginal moisture and neutralizing undesirable oders.

Ingredients: Nep nep & gongoli, gloue de gerofle, et plante secrète / nep nep & gongoli, cloves, miscellaneous herbs native to Mali, Africa.

20 tea bags / 100% natural

New York - USA : **+1 347 538 6505** / Mali - Africa : **+223 95 36 37 22**
Email : madouwa2019@gmail.com - Site : madouwaprestige.com

Changement climatique au Mali : La pluviométrie sur une tendance générale à la baisse

Une étude réalisée en octobre 2022 par l'Observatoire du Développement humain durable et de la lutte contre la pauvreté (ODHD) constate que l'évolution de l'indice pluviométrique se caractérise par une tendance générale à la baisse au Mali. L'un des effets néfastes du changement climatique.

« Dynamique du changement climatique et développement humain durable au Mali ». C'est le thème d'une étude réalisée par l'Observatoire du Développement humain durable et de la lutte contre la pauvreté (ODHD) en partenariat avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). A en croire Bourema F Ballo, cette étude a pour but d'analyser les différents contours de la dynamique du changement climatique en lien avec le développement humain durable au Mali.

Selon l'étude, le changement climatique modifie le régime des pluies. S'il est confronté à la déforestation, la désertification, la sécheresse, les inondations et la pollution, note le document de l'ODHD, le Mali reste un « puits de carbone ».

Il ressort de ce rapport que « l'évolution de l'indice pluviométrique et de sa moyenne mobile sur 5 ans entre 1950 et 2017 se caractérise par une tendance générale à la baisse. Actuellement, le régime pluviométrique du Mali est très affecté par la variabilité et le changement climatique. Ainsi, on estime que la pluviométrique connaît une baisse de 20% au Mali. Cette décroissance enregistrée se fait du nord vers le sud. Entre 2010 et 2020, les hauteurs de pluies enregistrées à Ségou, Sikasso et Mopti ont connu respectivement des baisses de 13,4%, 5,8% et 15,8%. Par contre, Bamako a connu une légère augmentation de 2% », détaille le document de 90 pages de cet établissement public à caractère scientifique et technologique.

L'étude recommande d'améliorer la gestion durable des forêts, des terres, de la faune, des aires protégées et des ressources en eau ; de faire recours à des technologies propres, recycler les déchets non biodégradables ; de faire recours aux capitaux du secteur privé pour gérer efficacement les déchets ; de substituer la source d'énergie propre alternative au bois de feu pour la préservation de la forêt. Aussi, il est fortement recommandé de faire recours plus largement au principe du pollueur payeur qui serait opportun pour une prise de conscience du public à la question de l'assainissement et le financement de la politique climatique.

Pour la ministre de la santé et du développement social, Diéminatou Sangaré, la mise en œuvre des recommandations formulées permettra au Mali de mieux traiter les questions de changement climatique en vue de l'atteinte des cibles des ODD, du respect des engagements de la convention-cadre des nations unies sur le changement climatique et de l'accord de Paris sur le climat.

Chiaka Doumbia / Source : Le Challenger

OMEX : Signature de l'accord de siège ce lundi 16-01-2023 au Congo Brazzaville.

Le Président de l'organisation mondiale des experts (OMEX), SE Boubacar Sidiki SANGARE a signé ce lundi à Brazzaville un accord de siège entre le gouvernement congolais et son organisation.

À titre de rappel, l'OMEX pour mener a bien sa mission, en conformité avec les objectifs de développement durable (ODD), OMEX s'est fixé comme objectifs :

–Le soutien à l'accès des populations vulnérables aux services sociaux de base ;

– La promotion des secteurs primaire, secondaire et tertiaire de l'économie nationale en soutenant et suscitant l'arrivée de nombreux investisseurs multisectoriels ;

– Le renforcement des capacités des acteurs de développement à travers l'octroi de bourses d'études, l'organisation de fora, de séminaires, d'ateliers et événements d'envergure ;

– L'accompagnement des collectivités locales dans leur élan de maîtrise des processus de Développement Durable.

Source : Café de Laye

Éditorial : Terrorisme collatéral...

Le pays de l'Oncle Sam, par la voix du porte-parole du Conseil de sécurité nationale de la Maison-Blanche, John Kirby, a désigné ce vendredi le groupe de sécurité privé russe Wagner comme une organisation criminelle internationale. Raison de cette décision qui n'est pas sans conséquence sur nous qui collaborons avec Wagner : selon les Américains Wagner avec ses 50.000 soldats, dont 40.000 anciens détenus, commet de vastes atrocités, des exactions, des abus et des atteintes de droits humains en Ukraine et s'approvisionne en armes en Corée du Nord.

Quelles pourraient être les conséquences pour les pays, comme le nôtre, qui coopèrent avec la société de sécurité privée Wagner ? Suivant la théorie du délit de faciès, pardon du dommage collatéral, largement pratiqué par les Yankees, qui tire sa substance dans l'Ancien Testament : si tu n'es pas avec nous, tu es contre nous. Aussi, tous les pays, entités et les individus qui composeront désormais avec Wagner pourraient être considérés comme des ennemis des États-Unis et pourraient écopés les sanctions du Trésor américain. L'impact de ces sanctions aussi marginales qu'il peut être n'est pas nul sur le plan de la coopération internationale.

Sauf que l'équité au plan international commande aussi d'interpeller sur la justesse de la décision américaine et de ses conséquences. Quels crimes un pays comme le Mali a-t-il commis en Ukraine pour être sanctionné par le Trésor américain ?

Pourquoi pas, suivant sa doctrine de l'unilatéralisme, les Américains ne déclarent-ils Wagner comme une organisation terroriste et terroriste tous ceux qui ont souverainement choisi de travailler avec les Russes, après la faillite de leurs protégés français ? À moins que les terroristes ne soient destinés qu'aux seuls musulmans et criminels aux non-musulmans !

Le monde a changé, les Occidentaux devraient mettre à jour leurs procédures. Wagner est une société de sécurité privée comme il en existe dans tous les pays occidentaux, à l'instar de Black Water aux USA. Beaucoup de grandes armées à l'instar de Black Water ou de la Légion étrangère piochent dans l'annuaire des anciens détenus et/ou détenus. De nombreux officiers militaires et généraux américains se sont reconvertis dans la sécurité privée et sont des prestataires du gouvernement fédéral. Alors là...

Wagner en Ukraine, est une société privée qu'on déclare criminelle. Ici, la même Wagner est une armée de mercenaires qui fait de la prédation des ressources des pays africains.

En tout cas le narratif Occidental est largement édifiant sur le fond de l'option occidental.

L'occident crie haro sur Wagner. L'Afrique crie à la France complice des terroristes. Leçon : ''l'ennemi de mon ennemi est mon ami'' ; alors que Wagner soit la bienvenue.

Par Abdoulaye OUATTARA / Source : Info Matin

Veuves et orphelins de militaires : Les maliens de guinée équatoriale solidaires

Le 19 janvier, la secrétaire chargée de la diaspora du Bureau national du Collectif pour la Refondation du Mali (COREMA), Mme Samaké Fatoumata H. Traoré a remis, au nom des Maliens établis en Guinée Équatoriale, un lot de vivres à la Direction du Service social des Armées pour les veuves et orphelins des militaires tombés sur le champ d'honneur et les blessés de guerre.

Le Représentant du directeur du Service social des Armées, Commandant Souleymane Sidibé a fait observer une minute de silence en la mémoire de ses compagnons d'armes tombés sur le théâtre des opérations ainsi que les civils tués. C'est une importante donation qui témoigne de l'engagement des donateurs à soutenir les forces armées et de sécurité. « Ce geste nous démontre votre fibre patriotique », a reconnu le commandant Sidibé. Il a salué ce geste avant d'exhorter d'autres bonnes volontés à imiter cette action.

Prenant la parole, Mme Samaké Fatoumata H. Traoré a situé l'événement dans son contexte. « Nous sommes les émissaires des Maliens établis en Guinée équatoriale ». Depuis l'année dernière, a-t-elle ajouté, ils ont manifesté leur désir de soutenir la transition. Ce geste est certes modeste mais très significatif. « Ceux et celles qui ont fait ce don vivent dans des difficultés en Guinée équatoriale. Certains sont en prison. D'autres souffrent énormément, malgré tout, ils ont pu faire cette contribution pour soutenir la transition », a déclaré Mme Samaké Fatoumata H. Traoré.

Le Challenger

Politique : L'ex-majorité exige le respect des engagements

Une rencontre s'est tenue au siège de l'ADEMA-PASJ, sis à Bamako-Coura, entre le Cadre d'Échanges des Partis et Regroupements Politique pour le Retour à l'Ordre Constitutionnel et le parti de l'abeille. C'était dans l'après-midi du jeudi 19 janvier 2023. L'information a été donnée dans un communiqué conjoint des deux regroupements, signé respectivement par Marimantia DIARRA, président de l'ADEMA et le Dr Modibo SOUMARE, président en exercice du Cadre d'Échanges.

L'ADEMA-PASJ avec à sa tête son président Marimantia DIARRA a reçu une forte délégation du Cadre d'Échanges des Partis et Regroupements Politique pour le Retour à l'Ordre Constitutionnel qui était conduite à son tour par son président, Dr Modibo SOUMARE, a indiqué dans le communiqué conjoint.

La rencontre s'est déroulée dans une atmosphère de fraternité et de convivialité. Leurs échanges ont porté sur la situation socio-politique et sécuritaire du Mali. Les enjeux de leurs échanges étaient liés aux réformes politiques et institutionnelles, aux élections en vue et sur les relations futures entre les deux parties, selon le communiqué.

Une convergence et une identité de vue entre les deux regroupements ont été dégagées à l'issue de leurs échanges.

Par ailleurs, les deux parties ont affirmé leur attachement à la réussite de la transition dans le strict respect des engagements signés par les autorités de la transition fixant la fin de la transition à mars 2024.

« L'ADEMA-PASJ et le Cadre d'Échanges des Partis et Regroupements Politiques pour le Retour à l'Ordre Constitutionnel en appellent au sens de responsabilité et de patriotisme des Autorités et de toutes les forces vives du Mali, pour plus d'inclusivité et de consensus, dans la conduite de la transition autour d'objectifs précis et réalistes. », ont-t-il déclaré dans le communiqué.

Les deux délégations se sont convenues de créer les conditions afin d'approfondir les échanges sur les questions d'intérêt national.

Par Abdoulaye OUATTARA / Source : Info- Matin

COMMERCIAUX

MAD Sécurité est une société de Gardiennage recrute vingt-cinq (25) Commerciaux

TOURBILLON RH

PROFIL DU CANDIDAT

- **Etre motorisé**
- **Avoir au minimum bac+2**

Les candidats intéressés peuvent déposés leur dossier de candidature comportant (CV, et demande d'emploi) au siège de la société à Bougouba face Soterco

Tél: 61 75 00 52 // 71 67 19 90

Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite (OCLEI)

Lutte contre la corruption : **Quelles sont les relations de collaboration entre l'OCLEI et les autres structures ?**

Le décret n°2015-0719/P-RM du 9 novembre 2015 portant organisation et modalités de fonctionnement de l'Office central de lutte contre l'enrichissement illicite, en son chapitre IV, articles 25, 26, 27, 28, 29 et 30, définit les relations de l'OCLEI avec les structures de contrôle et autres acteurs.

Article 25 : L'Office central de Lutte contre l'Enrichissement Illicite reçoit, à sa demande, tous les rapports d'activités et d'audits des structures de contrôle et de supervision, et toutes autres informations communiquées par les autres structures, les organes de poursuites et les officiers de police judiciaire, nécessaires à l'accomplissement de ses missions.

Article 26 : L'Office central de Lutte contre l'Enrichissement Illicite peut également demander aux administrations, institutions et organismes publics ou privés ou à toute personne physique ou morale de lui communiquer tout document ou information qu'il juge utile pour la détection des faits d'enrichissement illicite.

Article 27 : Les autres structures saisies sont tenues de déférer à toutes les injonctions ou instructions émanant de l'Office central de Lutte contre l'Enrichissement Illicite dans le cadre de la prévention et de la lutte contre l'enrichissement illicite.

Article 28 : Tout refus délibéré de communiquer ou de mettre à disposition les éléments d'informations ou les documents requis constitue une infraction d'entrave à la justice.

Article 29 : L'Office central de Lutte contre l'Enrichissement Illicite peut demander aux structures de contrôle, de détection ou de répression, des audits ou enquêtes dans leurs secteurs d'activités.

Article 30 : Il peut procéder ou faire procéder, auprès de toutes personnes ou structures, publiques ou privées, à des opérations d'investigations pour les faits susceptibles de constituer un acte d'enrichissement illicite.

1ère édition de la semaine de la justice : La justice proche des citoyens !

La cérémonie de lancement de la 1ère édition de la semaine de la justice s'est tenue ce lundi 23 janvier au Centre International de Conférence de Bamako (CICB). Cette activité a été présidée par le ministre de la justice et des Droits de l'Homme, Garde des Sceaux M. Mamoudou Kassogué. Elle a pour objectif de rendre la justice plus proche des citoyens, de les informer sur leurs droits et de promouvoir la bonne administration de la justice...

L'occasion a été marquée par la présence du ministre de la Refondation de l'Etat, Pr Ibrahim Ikassa Maïga, du ministre de la Communication, de l'Economie Numérique et de la Modernisation de l'Administration, Harouna Mamadou TOURE, du ministre de l'Artisanat, de la Culture, de l'industrie hôtelière et du Tourisme, Andogoly Guindo , de la ministre Délégué auprès du Premier ministre Chargé des Réformes Politiques et Institutionnelle, Fatoumata Sékou Dicko, les représentants du corps diplomatiques et des acteurs du monde judiciaire.

Dans ses propos liminaires, le président de la commission d'organisation de la semaine de la justice, Dr Boubacar Sidiki Diarrah a fait la genèse de cette activité et a mis en exergue les objectifs assignés. Il a précisé que l'idée de la première édition de la semaine de la justice fait suite entre autres à la méconnaissance de l'institution judiciaire, au déficit criard d'information et à la crise de confiance entre la justice et le justiciable.

Ainsi, il dira qu'elle se propose de renforcer la confiance du citoyen dans le système judiciaire.

En effet, le président de la Commission d'organisation de la première édition de la semaine de la justice a précisé que plusieurs activités vont émailler la semaine. Il s'agit entre autres des conférences de parquet, de la conférence de siège à la cour suprême, de la conférence des juridictions Administratives, d'une journée porte ouverte à l'Institut National de Formation Judiciaire Maître Demba Diallo et d'un déjeuner de presse.

De son côté, le ministre de la Justice et des

Droits de l'Homme, Garde des Sceaux M. Mamoudou Kassogue, a souligné que cette semaine permet de donner corps à ce projet inédit pour la justice dans notre pays, à avoir l'organisation d'une semaine qui lui est dédiée à travers laquelle elle cherche davantage à se faire connaitre, se faire comprendre et améliorer ses services à l'endroit des justiciables et du public.

« **Nous sommes engagés à lui imprimer un rythme rationnel de nature à asseoir davantage sa crédibilité et sa respectabilité par une saine et bonne distribution, tout en mettant en exergue la reddition des comptes, la critique, l'autocritique pour améliore le service** », a-t-il dit.

En effet, il a indiqué que la justice serait mieux acceptée si les citoyens ont accès aux informations dont ils ont besoin pour comprendre les mécanismes à travers lesquels elle est rendue, notamment, la juridiction compétente, la procédure devant elle, les frais de justice, les voies de recours et d'exécution. « **En un mot une lisibilité et une visibilité de leurs droits et obligations** », a-t-il fait savoir.

« **Sur ce point force est de constater que la justice est peu connue des justiciables, voire du citoyen tout court** », a-t-il déploré.

A titre d'illustration, Mamadou Kassogue a avancé qu'une enquête menée en 2018 sur les besoins des maliens en matière de justice révèle que 32% de nos compatriotes sont informés sur la justice, par le canal familial ou parental contre 3% par l'avocat et 2% par le bureau d'accueil et d'orientation des services judiciaires.

« **La même étude démontre que 19% des maliens ne savaient pas ce qu'il fallait faire quand un problème de justice se posait, en ce sens qu'ils ignorent comment trouver l'information pertinente** », a-t-il ajouté.

A l'analyse de ces statistiques, il a affirmé que la méconnaissance de la justice est une responsabilité partagée entre le système judiciaire et le justiciable pour la simple raison que la justice doit fournir des efforts pour se faire connaitre et que le justiciable doit sortir du cadre familial, pour approcher les services judiciaires à la quête d'informations fiables.

Toutefois, il a signalé que ces statistiques ne doivent pas faire oublier qu'il incombe à l'Etat de déployer les moyens nécessaires, à travers l'instauration d'une culture de communication et un système d'information permettant aux citoyens de connaitre leurs droits et de les exercer en connaissance de cause.

En outre, il a souligné que la première édition de la semaine de la justice se tient à un moment où notre pays est engagé résolument, dans un processus de refondation à travers des réformes politiques et institutionnelles qui jetteront les bases d'un Mali nouveau, respectueux de nos valeurs culturelles, sociales et sociétales et capable de répondre aux défis du monde moderne.

« **La, justice de notre pays doit jouer sa participation dans cette œuvre de refondation, en offrant à nos concitoyens un service public de justice débarrassé de ses insuffisances à savoir la lenteur, la lourdeur, l'inaccessibilité, l'inefficacité, la corruption...** », a cité entre autres le ministre Mamadou Kassogue.

Enfin, il a appelé au sens élevé de professionnalisme dans le but de mener une lutte implacable contre l'impunité sous toutes ses formes.

Maffenin Diarra

INPS : La Direction Générale magnifie ses cadres retraites de 2021 et 2022

La Direction Générale de l'Institut Nationale de Prévoyance Sociale (INPS) a célébré le 19 janvier 2023 des cadres qui ont fait valoir leur droit à la retraite en 2021 et 2022. Ils étaient huit à recevoir les hommages du Directeur général M. Ousmane Karim COULIBALY et ses collègues pour de loyaux services rendus à l'Institut.

Il s'agit de Mme SIDIBE Dédéou Ousmane, ex-Directrice des Affaires Juridiques et du Contentieux; actuellement ministre de l'Education Nationale, Mme COULIBALY Assitan TRAORE, ex-Conseiller du Directeur général, Moussa Toumani DIAKITE, ex-Directeur de l'Audit Interne; Cheickna SOUMARE, ex-Directeur du Recouvrement des Cotisations et du Contrôle des Employeurs; Oumar SARR, ex-Directeur Financier Comptable; Ibrahim TABAGOR, ex- Inspecteur général; Souleymane Dossé TRAORE, ex-Directeur des Affaires Juridiques et du Contentieux; Seydou Siaka DIARRA, ancien Directeur général adjoint.

Cette cérémonie d'adieu a réuni l'ensemble des agents de la Direction Générale et des services décentralisés. Elle a été marquée par plusieurs interventions, à savoir celle du Directeur Général, du Délégué des cadres admis à la retraite et de celui de Rokiatou Touré, Directrice des Relations extérieures.

Le DG Ousmane Karim COULIBALY, dans son propos, a félicité ces différents cadres dont chacun comptabilise plus de 35 ans de services pour des services loyaux rendus à l'INPS. Pour relever les défis actuels de la Caisse, le DG a sollicité le concours de tous y compris les anciens de la boîte qui jouissent d'une expertise inégalée. Avant de saluer l'acte de solidarité qui a toujours prévalu dans le service. Pour le premier responsable de l'INPS, « **les portes resteront grandement ouvertes à ses valeurs cadres restés toujours fidèles à l'INPS** ».

« **Nous sommes une des plus grosses caisses de la sous-région, qui peut se targuer des recettes à hauteur de souhait. Ce résultat est le fruit des efforts de l'ensemble des travailleurs, des cadres, et des anciens** », s'est félicité le DG COULIBALY. Il a profité de l'occasion pour renouveler ses vœux de nouvel an à tous les travailleurs ainsi qu'aux retraités de l'Institut.

Il a invité tous les agents de l'Institut à doubler d'efforts pour cette nouvelle année en vue de rehausser le taux des assurés de la boîte qui est de seulement 5%. Un taux jugé très faible face au ratio de travailleurs fournis par la dernière étude actuarielle. « **Le défi, c'est aujourd'hui d'assurer la quasi-totalité des Maliens** », a déclaré le DG Ousmane Karim COULIBALY.

Le délégué des cadres des partants à la retraite, Monsieur Seydou Siaka DIARRA a, au nom de ses collègues admis à la retraite, pris la parole pour remercier la Direction Générale pour l'organisation de cette cérémonie combien significative pour eux après de loyaux services rendus au nom de l'Institut aux assurés.

« **Nous apprécions à sa juste valeur la marque d'attention que vous avez bien voulu porter sur nous en organisant cette cérémonie de haute couleur à notre honneur pleine de solidarité d'amitié et de reconnaissance; cela ne nous surprend guère, c'est plutôt le contraire qui nous aurait surpris** », a indiqué Monsieur DIARRA. Pour lui, le départ à la retraite constitue un moment d'introspection, et une opportunité d'envisager des projets futurs. Et d'ajouter : « **Il est également et surtout une opportunité de partage d'expérience dans le domaine de la sécurité sociale qui ressemble à l'œuvre d'un forgeron. En effet, ne dit-on pas que c'est en forgeant qu'on devient forgeron** », histoire de répon-

dre au DG de leur entière disponibilité à l'accompagner dans sa nouvelle politique de redynamisation de l'INPS et dans la préservation des acquis. Il a remercié tout le personnel actif de l'INPS pour des nombreuses années de bonne collaboration et formulé des vœux de bonne continuation de leurs carrières dans la santé, le bonheur et la prospérité surtout dans l'entente.

« **Je ne saurais terminer ce discours sans présenter à toutes et à tous nos sincères remerciements surtout nos excuses pour les actes négatifs que nous aurions posés consciemment ou inconsciemment à l'endroit de nos collaborateurs** », a demandé l'ancien DGA

Rokiatou Touré, Directrice des Relations Extérieures, au nom des Directeurs centraux, a pris la parole pour rendre un vibrant hommage à ces braves dames et hommes, des valeureux directeurs qui ont fait valoir leur droit à la retraite ces deux dernières années.

« Vous avez donné tant d'années de votre vie à la cause de la sécurité sociale pour assurer un meilleur service des droits aux usagers, dans l'honneur et la dignité, que vous en soyez remerciés et que Dieu vous donne ce que vous méritez.

Chers directeurs, nous prions pour que vous ayez une longue vie auprès de vos familles et que vous profitiez pleinement de cette nouvelle étape dans la bonne santé et la prospérité. Que votre retraite soit active autant que votre période d'activité », a-t-elle souhaité.

Adama DIARRA
Service des Relations Publiques, INPS.

Mali : Pourquoi l'insurrection jihadiste est aux portes de Bamako

Les jihadistes liés à Al Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) ont multiplié les attaques dans l'ouest, mais aussi dans la périphérie de Bamako.Au Mali, le nouvel an est marqué par une prolifération des incidents sécuritaires.

Le Groupe de soutien à l'Islam et aux musulmans (GSIM), fédération d'organisations jihadistes proches d'Al Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) multiplie les attaques dans le centre et l'ouest du pays. Le 2 janvier, les jihadistes ont été à l'origine de deux opérations à Kassela et à Marka Coungo, faisant au moins quatre morts dont trois sapeurs-pompiers maliens et un agent de la protection de l'environnement et des forêts. Un peu plus d'une semaine après, le même groupe a revendiqué deux attaques contre deux checkpoints de la gendarmerie à Didiéni et à Sébikoro, toujours dans le centre et l'ouest malien. Un gendarme a été tué dans ces assauts. Les insurgés récidivent le 12 janvier à Siby, à quelque 50 kilomètres de Bamako. Le 13 janvier, c'est la ville de Nara, toujours dans la région de Koulikoro qui a été la cible d'une attaque dans laquelle deux soldats maliens ont été tués. Deux jours après, le GSIM est responsable d'une opération ayant visé une mission de sécurisation de l'armée sur Kwala-Mourdiah, dans la région de Koulikoro. Quatre militaires et un civil y ont perdu la vie. Dans sa revendication, la filiale sahélienne d'AQMI affirme avoir récupéré deux véhicules des Forces armées maliennes ainsi que des armes et munitions. Les jihadistes aux portes de la capitale Toutes ces attaques ont la particularité d'être menées, soit à l'ouest ou à proximité de la capitale, Bamako. Après la double attaque de Sébékoro et Didiéni, les jihadistes affiliés à AQMI ont d'ailleurs assuré s'installer dans les « faubourgs de Bamako ». Chercheur sénior au Think tank marocain Policy Center for the News South (PCNS) basé à Rabat, Rida Lyammouri décèle à travers cette série de raids une certaine résilience des jihadistes. « Les jihadistes sont loin d'être affaiblis, voire vaincus », analyse-t-il. « Pire, le JNIM (acronyme arabe du GSIM) a pu cibler des lieux proches de la capitale Bamako, ce qui indique la continuité de l'expansion du groupe et la menace en général », ajoute-t-il. En juillet dernier, la coalition jihadiste avait lancé une offensive contre le camp Soundiata Keita de Kati, à moins d'une vingtaine de kilomètres de la capitale. Le groupe avait déclaré avoir mené ce raid contre le cœur du pouvoir malien car considéré comme le centre de décision des militaires au pouvoir depuis mai 2021, en réponse aux opérations de l'armée malienne et des « mercenaires de Wagner », avant d'annoncer une série d'actions dans les centres urbains. Mais une relative baisse des attaques contre des cibles militaires maliennes a été notée dans le dernier trimestre de l'année dernière. Le fait est rare pour être souligné par plusieurs observateurs de l'insurrection jihadiste à laquelle est confronté ce pays d'Afrique de l'ouest depuis une dizaine d'années. Nombre d'entre eux, expliquait cette « accalmie » par la guerre fratricide dans la même période entre groupes jihadistes. Des affrontements ont été notés entre le GSIM et l'Etat islamique au Sahel (EIS), pour le contrôle de localités des régions de Gao et de Ménaka, dans le nord du pays. Pour d'autres, c'est le fruit des opérations conjointes entre l'armée malienne et ses « coopérants » russes dans le centre même si beaucoup d'allégations d'exactions contre des civils sont rapportés par des organisations de défense des droits humains. Des sources ont aussi évoqué la reprise des négociations entre le groupe jihadiste proche d'AQMI et les autorités de la transition. Le dialogue interrompu ? Cette approche a été assumée pour la première fois par le régime d'Ibrahim Boubacar Keita (IBK). En mars 2020, les autorités maliennes ont reconnu avoir envoyé des émissaires au GSIM pour négocier. Iyad Ag Ghali et Amadou Kouffa, les principaux leaders de cette coalition jihadiste sahélienne ne s'étaient pas opposés au principe de pourparlers. Cependant, ils avaient réclamé le départ des forces françaises. En août 2020, IBK est renversé par de jeunes colonels, suite à une série de manifestations du Mouvement du 5 juin- Rassemblement des forces patriotiques (M5 – RFP), sous le leadership du religieux, Imam Mahmoud Dicko. L'arrivée de militaires au pouvoir n'enterre pas l'option du dialogue avec les jihadistes malgré le désaccord de Paris, alors premier partenaire du Mali dans la guerre contre les jihadistes et dont les forces ont quitté le Mali en août 2022 après neuf ans de présence dans un contexte de rapprochement entre Bamako et Moscou. En octobre 2021, soit six mois après la « rectification » de la transition, portant le colonel Assimi Goïta au pouvoir que « mandat » est donné au Haut Conseil islamique (HCI) de nouer le contact avec les islamistes radicaux. Quelques jours après, et à la surprise générale, le gouvernement de transition se rétracte. Ce rétropédalage de fait ne signifie pas cependant une absence de volonté de parler aux jihadistes. Selon nos informations, des tentatives de « rétablir » le contact entre les deux parties ont été notées hors du territoire malien au début de l'année dernière. Mais après le regain de violence de ces derniers jours dans le centre et l'expansion de la menace vers l'ouest, des sources sécuritaires sont persuadées que « cela résulte du blocage dans les négociations », sans plus de détails. Si tel est le cas, qui en est le responsable ? Pour l'heure, pas de réponse à cette question. Ce qui est par contre visible, c'est la volonté des deux camps à gagner la guerre sur le terrain militaire. Alors que le GSIM multiplie les assauts, l'armée malienne continue ses acquisitions de moyens aériens dont des drones armés de type Bayraktar du constructeur Baykar dans sa lutte contre le terrorisme.

Source : APA

Aidez-nous à lutter contre le Terrorisme Contactez le Centre d'appel « DÈMÉSO »
APPEL GRATUIT
80001120
80001122
+223 98-17-36-45
+223 98-17-36-75
STOP A L'INSECURITE
F A Ma
FORCES ARMEES MALIENNES
HALTE AU TERRORISME AU MALI

Organisation d'élections crédibles et transparentes : Le Comité de pilotage à pied d'œuvre

Le siège de l'Autorité Indépendante de Gestion des Élections (AIGE), sis à Badalabougou (ex-siège du PNUD), a servi de cadre à la réunion du Comité de pilotage du référendum et des élections générales. Cette activité a été présidée par le ministre d'Etat, ministre de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation, porte-parole du gouvernement, le Colonel Abdoulaye MAIGA, ce lundi 23 janvier 2023.

Cette cérémonie a enregistré la présence du Président de l'AIGE, Me Moustapha CISSÉ , des membres du Collège de l'AIGE , des membres du Comité de Pilotage du référendum et des élections générales.

L'objectif visé consiste à faire du comité de Pilotage un cadre de coordination des actions des départements ministériels concernés par les Elections et des partenaires techniques et financiers. La rencontre a permis aux membres du Collège de l'AIGE de prendre connaissance de l'état d'avancement des activités dans le cadre de l'organisation du referendum et des élections générales à venir. Elle permettra également de poser les jalons de fructueux échanges que nous devons conduire avec courtoisie, respect mutuel et responsabilité.

Prononçant son discours, le président de l'AIGE, Me Moustapha CISSE, s'est réjoui de la visite du ministre d'Etat qui dit-il, « **vient à point nommé, après l'installation officielle de l'AIGE le 10 janvier 2023 par le Président de la Transition** ».

En effet, il a précisé que la rencontre du jour s'inscrit dans le cadre de la nécessaire collaboration entre le département chargé de l'organisation des élections et les services de l'AIGE investis de prérogatives d'organisation et de gestion du référendum et des électorales générales, ainsi qu'il résulte de l'Article 4 de la loi électorale.

Depuis l'affectation du siège, il a souligné que les responsables de l'AIGE se sont attelés à mener plusieurs activités dont celles relatives à l'installation effective de l'AIGE avec toutes les commodités permettant l'exercice de ses activités. « **Il y a des actions en cours pour le recrutement des chefs de département par voie d'appel à candidature et le déploiement prochain du personnel de l'ex-DGE aujourd'hui totalement absorbé par l'AIGE** », a-t-il annoncé.

Toutefois, il a mentionné que la mise à jour du fichier électoral est en cours. « **Nous continuons à réceptionner les tableaux rectificatifs issus de la révision des listes électorales de 2022 et les opérations de saisie ont déjà débuté** », a-t-il précisé.

Aux dire du président de l'AIGE, la réussite du référendum et des élections générales appelle

sans nul doute à relever des défis dont entre autres : le financement à temps non seulement des dépenses de fonctionnement, mais aussi des dépenses relatives aux opérations référendaires et électorales. Le tout, dit-il, dans un cadre d'étroite collaboration entre tous les acteurs impliqués dans le processus électoral.

Ainsi, Me Moustapha CISSE a signalé que l'AIGE va mettre en place, dans les prochains jours, des cadres de concertation permanents avec l'Administration, les partis politiques et la société civile sur toutes les questions et les préoccupations en lien avec le processus électoral.

A son tour, le ministre d'Etat, ministre de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation, porte-parole du gouvernement, le colonel Abdoulaye Maïga a tenu à saluer l'engagement très remarquable de tous les collaborateurs du triumvirat, à savoir , le ministère de l'Administration territoriale et de la Décentralisation , le ministère de la Refondation de l'Etat , le ministère délégué auprès du Premier ministre chargé des Réformes politiques et institutionnelles pour les efforts et les sacrifices consentis tout au long du processus de la mise en place du Collège de l'AIGE.

« **En organisant cette réunion du Comité de Pilotage ici au siège de l'AIGE, nous posons les jalons d'une collaboration franche, de mutualisation de nos efforts et de nos compétences afin de parvenir à l'organisation d'élections justes, crédibles et transparentes** », a-t-il indiqué.

« **Les bases de cette collaboration sincère ont été posées par le Président de l'AIGE qui, dès le lendemain de votre prestation de serment, accompagné de votre bureau, vous m'avez rendu une visite de courtoisie** », a-t-il ajouté.

« **Aussi, le mercredi 18 Janvier, vous nous avez rendu une deuxième visite de courtoisie, accompagné de l'ensemble des membres de l'AIGE. Notre entretien au cours de cette audience à essentiellement porté sur la collaboration nécessaire entre l'AIGE et l'ensemble des structures de l'Etat, notamment le Ministère de l'Administration territoriale et de la Décentralisation** », a-t-il poursuivi.

Le ministre d'Etat, ministre de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation, porte-parole du gouvernement, le Colonel Abdoulaye Maïga, a également indiqué qu'à l'instar des Cadres de concertation qui se tiennent avec les responsables des partis politiques et des organisations de la société civile, le présent cadre technique, constitue aussi une occasion de poursuivre les échanges en vue de mieux relever les défis de l'organisation d'élections crédibles et transparentes.

« **Pour avoir une vision claire des prochaines étapes à venir, le ministère de l'Administration territoriale et de la Décentralisation, en collaboration avec le ministère de la Refondation de l'Etat et le ministre Délégué auprès du Premier ministre, chargé des Reformes politiques et institutionnelles, à la suite des différentes rencontres initiées avec la classe politique, les organisations de société civile et les partenaires techniques et financiers, a présenté au Conseil des Ministres du 29 juin 2022 le chronogramme du référendum et des élections générales. Le chronogramme adopté, ainsi que le point de réalisations des différentes activités prévues vous seront présentés au cours de cette réunion du Comité de pilotage** », a-t-il explicité.

Enfin, il a assuré de sa disponibilité ainsi que des membres du gouvernement à ne ménager aucun effort, aucun sacrifice pour jouer pleinement leur partition afin de mener la mission d'appui à l'AIGE qui leur a été confiée par la loi électorale.

Ibrahim Sanogo

Révision annuelle des listes électorales : Le CDR demande l'ouverture d'une période exceptionnelle

Sur la base du rapport de la Mission d'Observation des Élections au Mali (MODELE-Mali) décrivant beaucoup d'insuffisances lors de la révision des listes électorales courant la période, (du 1er octobre au 31 décembre), le Collectif pour le Développement de la République (RDC), sollicite l'adoption et l'ouverture d'une période exceptionnelle. C'était lors d'une conférence de presse par son porte-parole Mohamed Youssouf Bathily alias Ras Bath, le jeudi 19 janvier 2023 à la maison de la presse.

Avec comme mission l'observation de tout le processus électoral, la Mission d'Observation des Elections au Mali (MODELE-Mali) a publié en janvier, un rapport dans lequel elle souligne l'insuffisance des travaux de la révision des listes électorales exercés annuellement du 1er octobre au 31 décembre.

Pendant cette phase de 2022, MODELE-Mali a d'abord enregistré lors de son observation une faible affluence des électeurs potentiels vers les commissions administratives, cela que ça soit pour la vérification, la validation ou le transfert.

Une situation qui pourrait , selon elle, entrainer beaucoup d'irrégularités dont le plus alarmant serait l'exclusion d'office d'une bonne partie des nouveaux majeurs lors des échéances électorales futures.

Convaincu que c'est à travers une bonne élection que la stabilité de tout pays se repose, le Collectif pour le Développement de la République (CDR) de Mohamed Youssouf Bathily Ras Bath n'a donc pas manqué l'occasion pour se prêter à un exercice habituellement réservé à la classe politique.

Après avoir saisi le département en charge de l'administration territoriale et de la décentralisation, à travers une correspondance datée du 10 janvier, le CDR vient prendre l'opinion publique nationale et internationale à témoin et par ricochet souligne la nécessité d'ouvrir une période exceptionnelle pour poursuivre les travaux.

En effet, parmi les nombreux points énumérés par la MODELE-Mali, le CDR met l'accent entre autres sur la non prise en compte des populations déplacées internes et des réfugiés ; les inscriptions, les transferts et radiations effectués dans les régions de Kayes, Koulikoro et Tombouctou ainsi que l'inexistence totale d'inscription des nouveaux majeurs au nord et certaines autres localités du Mali.

Faisant face à une crise sociopolitique et institutionnelle forte depuis quelques années, le Mali devait, selon le CDR, tiré tous les enseignements possibles de son passé, surtout en matière d'organisation des élections.

C'est pourquoi, tout en rappelant le cas de 2018 ou le gouvernement a adopté une période exceptionnelle de révision des listes électorales sur la base de l'article 39 alinéa 3 de la loi électorale, le CDR invite encore aujourd'hui les plus hautes autorités de la transition à faire autant pour éviter d'éventuelles crises pré ou poste électorales. « Monsieur le ministre, je vous sollicite d'user de tous les pouvoirs que la loi électorale vous confère en son article 39 alinéa 3 afin de prescrire la révision exceptionnelle des listes électorales dans votre agenda » a indiqué le porte-parole du CDR, Mohamed Youssouf Bathily alias Ras Bath tout en soulignant que « Si on ne corrige pas ces lacunes, les élections prochaines n'auront aucune légitimité ».

Cette phase exceptionnelle permettra, selon lui, de palier à certaines inquiétudes révélées pendant le mois d'octobre dernier et de donner la chance au maximum de Maliens en âge de voter, surtout les électeurs potentiels de remplir tous les critères qui s'imposent afin de pouvoir exercer leurs droits de vote lors des échéances électorales prochaines.

Issa Djiguiba
Source : LE PAYS

Fête de l'armée : Commémorer et honorer l'ultime sacrifice

L'armée malienne a fêté le vendredi passé, ses soixante-deux ans en pleine transition institutionnelle dans un Mali en pleine crise. Ce 20 janvier, nous avons célébré ceux qui ont honoré et ceux qui continuent d'honorer notre pays par la plus haute forme de service. Le sacrifice ultime de leur vie pour la défense de la nation par les porteurs d'uniforme.

Nous nous réunissons pour témoigner dignement notre respect et exprimer notre profonde gratitude pour les sacrifices et les contributions que ces hommes en uniforme et leurs familles font pour notre pays. Les forces armées maliennes (FAMA), responsables de la défense de l'intégrité territoriale et de la souveraineté du Mali, forment l'institution la plus diversifiée de notre pays – des femmes et des hommes des armées de terre et de l'air, de la garde nationale, de la gendarmerie et de la police militarisée qui représentent tous les coins de notre pays, toutes les nuances ethniques, sociales et politiques, tous forgés en commun un service.

Nos engagements politiques mettent souvent à nu nos désaccords à travers notre pays. Mais l'instinct malien n'a jamais été de trouver l'isolement dans des coins opposés. Nous avons toujours su trouver de la force dans notre credo commun, forger l'unité à partir de notre grande diversité, maintenir cette force et cette unité même quand c'est difficile. Et à la fin des combats politiques, nous cherchons toujours les moyens de nous rassembler – de nous reconnecter les uns aux autres et avec les principes qui sont plus durables que la politique transitoire – certains de nos meilleurs exemples sont les femmes et les hommes que nous saluons en ce jour dédié aux FAMA. C'est pour cela que nous devons mobiliser tous les secteurs de la société pour repousser les campagnes d'intoxication contre nos forces de défense et sécurité et travailler avec nos institutions pour prendre des mesures sérieuses afin de mieux équiper, protéger et soutenir moralement nos femmes et hommes en uniforme. Il faut s'abstenir de donner l'occasion aux adversaires du Mali de continuer à diviser notre pays. Il faut sûrement se garder du piège de la division et de l'abdication et refuser la condescendance et le déni. Notre nation est menacée et nos femmes et hommes en uniformes comptent sur nous, le peuple dans son ensemble – uni et solidaire, pour poursuivre concrètement les efforts de défense et de sécurité. Il est temps de prendre nos responsabilités et placer l'intérêt supérieur du Mali au-dessus de toute autre considération.

Face à la crise profonde qui touche notre pays, notre obsession doit être de préparer et protéger l'avenir de la nation. Nous reconnaissons que les conséquences d'une gestion calamiteuse de nos forces armées et de sécurité au cours de ces dernières décennies continuent à apparaître au grand jour et de la façon la plus dramatique. Cependant, notre passé doit nous servir de leçons et d'expérience. Notre priorité doit être d'investir davantage pour équiper et moderniser nos forces armées et de sécurité dont la conception structurelle n'a pratiquement pas changé depuis plus de trente ans. La restructuration et le renforcement des capacités des forces armées et de sécurité sont impératives, afin de garantir l'intégrité territoriale et de réagir efficacement lorsque l'intérêt du pays est menacé ou quand la sécurité des personnes et des biens sont mises à mal.

Il est temps non seulement de réviser notre politique de défense avec des objectifs et perspectives éclairées de stratégie nationale, mais aussi de définir une politique de sécurité nationale sur laquelle s'articulent nos propres efforts pour mieux défendre nos valeurs. En effet, nous devons mettre en place des politiques intelligentes pour permettre de mieux défendre les intérêts vitaux de notre pays. Nous devons veiller à ce que l'équilibre des forces reste en faveur de notre pays face au connu et à l'inconnu. Un Mali renforcé et renouvelé assurera la paix et dissuadera l'hostilité.

Pour ce faire, il est nécessaire de reconstruire

la force militaire et sécuritaire de notre pays. Nous avons besoin d'une armée musclée, disciplinée, moderne et efficace face à l'adversaire. Nous devons à présent déployer des efforts considérables pour opérationnaliser et professionnaliser nos forces afin de déboucher sur des progrès aux niveaux quantitatif et qualitatif. Il faut également une mise à niveau et une formation continue des forces de sécurité. Pour rester en phase avec un monde et une société qui évoluent rapidement et lutter contre la criminalité, l'insécurité et les nouveaux types de menaces incluant des enjeux numériques et technologiques, les forces de sécurité doivent adapter sans cesse leur organisation. Elles doivent mettre en œuvre des méthodes et des moyens de plus en plus performants. Leur efficacité doit reposer sur la valeur de leurs personnels dont l'engagement doit être de servir et protéger la population.

L'armée républicaine doit être intégrée dans une vision d'ensemble et ancrée dans la société. Conséquemment, nos forces professionnelles doivent aussi être cerclées par des conscrits. Chaque malienne et malien doit être sensibilisé à ses objectifs, initié à ses règles de fonctionnement et intégré ses tâches au cours d'une période de conscription, associée à un service civique obligatoire d'une durée raisonnable.

Notre pays doit coopérer militairement avec d'autres nations pour assurer la sécurité collective et pour une meilleure intégration régionale. Cependant, le Mali doit faire ses propres choix et devenir le gestionnaire unique de son destin. Nos politiques doivent désormais engager nos intérêts vitaux. Tous les outils de l'État doivent être utilisés dans une nouvelle ère de concurrence stratégique – diplomatique, informationnelle, militaire et économique – pour protéger nos intérêts. Le Mali doit renforcer ses capacités dans de nombreux domaines-y compris l'espace aérien, renseignement et reconnaissance, le cyberespace et la sécurité des frontières – et revitaliser les capacités qui ont été négligées. Le renforcement de nos liens avec nos alliés et la coopération avec nos partenaires amplifieraient notre pouvoir et protègeraient nos intérêts communs. En outre, nous devons pouvoir attendre d'eux une plus grande responsabilité face aux menaces communes.

Nos forces de défense et de sécurité constituent la colonne vertébrale de notre nation. Alors, ensemble, continuons à soutenir les dignes femmes et hommes qui sont irrésistiblement engagés dans une lutte sans merci pour non seulement défendre l'honneur et l'indépendance de notre patrie, mais aussi pour maintenir les principes de la liberté et de la paix. Continuons aussi à garder cette confiance sacrée avec nos anciens combattants, nous engager avec eux, honorer leur sacrifice et leur apporter les soins et l'assistance dont ils ont besoin. Femmes et hommes de devoir et gardiens de notre liberté et de notre existence, vous qui quotidiennement se sacrifient pour une grande cause la survie de notre nation doit vous rappeler constamment que vous êtes une partie intégrante de l'État démocratique. En d'autres termes, vous êtes appelés à respecter, dans l'accomplissement de vos missions, les valeurs républicaines définies dans la loi fondamentale du pays. Vos actions doivent démontrer votre intégration dans la société démocratique et réaffirmer votre statut comme une vraie institution républicaine. Le respect mutuel entre l'armée et les citoyens est essentiel pour l'esprit et l'enracinement de la culture républicaine et démocratique. Que Dieu bénisse tous ceux qui ont servi notre pays et ceux qui continuent à remplir le devoir sacré de le servir. Et que Dieu assiste notre pays dans sa quête pour la paix et la réconciliation.

Cheick Boucadry Traoré
Source : Le Challenger

Culture : La 8ème édition du festival Ogobagna lancée

Le Premier Ministre, Dr Choguel Kokalla Maiga a lancé hier, lundi 23 janvier 2023, la 8ème édition du festival Ogobagna. La communauté Kel Tamasheq est invitée d'honneur de cette édition, placé sous le thème : « Les cultures locales à l'épreuve de la mondialisation : les formes des résiliences des communautés »

Comme il est de coutume, la maire de la commune III qui accueille le festival, Mariam Djiré a souhaité la bienvenue aux participants. Elle a, ensuite insisté sur l'importance de cette rencontre culturelle de la communauté dogon. Selon l'élue communale, Ogobagna est une « **activité du donner et du recevoir ». Aussi, ajoute-t-elle, « ce festival est comme un divertissement exceptionnel qui réunit tous les fils du pays qui se trouvent à Bamako** ». Au-delà des festivités, Ogobagna est une activité de promotion de la paix et du vivre ensemble. C'est d'ailleurs ce point qui a beaucoup attiré l'attention de la maire de la commune III du district de Bamako. « **C'est un également un évènement de renforcement des liens de fraternité. Ce festival est également est une opportunité de réconciliation des cœurs et des esprits de tous les Maliens** », se réjouit Mariam Djiré qui soutient qu'Ogobagna est venu refédérer les Maliens de tous les horizons.

Pour sa part, le représentant du Grand forum du Mandé a salué la communauté dogon pour la fraternité et le respect en sa faveur.

L'invité d'honneur de cette édition, est la communauté Kel Tamasheq. Et le parrain est l'ancien Premier ministre Ahmed Mohamed Ag Hamani qui a salué la tenue du festival Ogobagna, « **un concept mobilisateur pour l'unité de toutes les communautés du Mali** ». Pour ce cadre valeureux du Mali, le festival Ogobagna est un évènement de rassemblement, de rapprochement des peuples et des cultures.

Dans son discours, le tout nouveau président de Ginna Dogon, Nouhoum Tapily a salué les autorités de la transition pour les efforts de la sécurité et la quête de la souveraineté et de dignité. Aussi, a-t-il félicité la transition pour avoir fait de la culture l'un des piliers de notre souveraineté.

Pour le ministre de l'Artisanat, de la Culture, de l'Industrie hôtelière et du Tourisme, le « festival Ogobagna, plus qu'une manifestation culturelle et artistique, est un puissant témoignage de l'unité du Mali dans la diversité, un moment privilégié de célébration de la cohésion, du vivre ensemble et une belle preuve de la résistance contre l'acculturation. Ogobagna célèbre les valeurs de courage, d'abnégation, de loyauté, d'intégrité, d'humilité, de patriotisme, d'amour du prochain mais aussi les valeurs de solidarité et de partage qui caractérisent le peuple dogon ».

Cette édition se tient au moment où l'armée lutte efficacement contre le terrorisme. Pour le ministre Andogoly Guindo, la culture est une arme puissante de prévention et de résolution des conflits. « Là où les mécanismes traditionnels demeurent des moyens de prévention et de résolution des conflits, l'espoir est permis que la paix définitive sera bientôt de retour et tous nos concitoyens qui ont trouvé refuge loin de chez eux pourront regagner leur terre natale, leurs villages et leurs familles », a-t-il laissé entendre.

A en croire, à travers la tenue de ce festival, le peuple malien en général et le peuple dogon, en particulier, donnent la preuve que le Mali est une puissance culturelle mondiale résistante, résiliente et dynamique.

Anguimé Ansama

Tiktok applique l'étiquetage des médias d'état à de nouveaux pays : Mais pas en Afrique pour le moment

Pour limiter les campagnes d'influence étrangère, les réseaux sociaux mentionnent désormais les médias détenus par un état qui sont présents sur leurs plateformes. Tiktok, qui étiquette les médias russes en Ukraine et en Biélorussie depuis 2022, a annoncé l'expansion du procédé à d'autres pays.

Le 18 janvier, TikTok a annoncé l'expansion de son étiquetage des médias contrôlés par l'État à plus de 40 pays supplémentaires. Depuis 2022, le réseau social chinois précise sur sa plateforme quels médias appartiennent à la Russie en Biélorussie et en Ukraine. L'initiative, qui a pour but d'empêcher les campagnes d'influence étrangère, était jusque-là dans sa phase pilote.

« Notre politique en matière de médias affiliés à l'État consiste à étiqueter les comptes gérés par des entités dont la production éditoriale ou le processus décisionnel est soumis au contrôle ou à l'influence d'un gouvernement. L'objectif de l'étiquetage est de garantir que les gens disposent d'un contexte précis, transparent et exploitable lorsqu'ils consultent du contenu provenant de comptes de médias susceptibles de présenter le point de vue d'un gouvernement », explique TikTok.

L'étiquetage des médias d'État est présent depuis 2018 sur YouTube. Facebook et Twitter le font depuis 2020. TikTok assure avoir collaboré avec plus de 60 experts des médias, universitaires, membres d'organisations internationales et groupes de la société civile pour mettre en place ce système.

Pour le moment, l'étiquetage des médias sur TikTok ne touche pas encore l'Afrique.

Servan Ahougnon

Source : Agence Ecofin

Procès du 28 septembre : « Je suis prêt à venir témoigner devant la barre si... », affirme Cellou Dalein

Ce lundi 23 janvier, le président de l'UFDG s'est prononcé sur le procès en cours des événements du 28 septembre 2009. Cellou Dalein Diallo se réjouit de l'ouverture du procès et dit être prêt à venir témoigner devant la barre à condition que sa sécurité soit assurée.

« Comme toutes les victimes de ces événements, je me réjouis de l'ouverture de ce procès et sa diffusion en direct à la télévision. Je suis confiant quant à la manifestation de la vérité. Pour le moment, je suis très satisfait du déroulement de ce procès.

Nous avons une responsabilité morale dans cette affaire d'avoir incité les gens à sortir ce jour. Donc, je souhaite vivement que ce procès prend un nouveau départ. Parce que les victimes ont le droit à la vérité, à la justice et à la réparation. Je suis persuadé que cela va aboutir à la vérité et que les commanditaires et les fauteurs des crimes de sang seront identifiés conformément à la loi...s'ils sont prêts à assurer ma sécurité, je suis prêt à venir témoigner à la barre, et faire ma déposition « , a-t-il dit.

Par ailleurs, il s'est également prononcé sur la comparution de l'ancien ministre de la Défense, le Général Sékouba Konaté. Il estime que : « c'est au jury de juger sur la nécessité de la presence du général Sékouba Konaté. Je crois qu'il y a une commission rogatoire qui est partie vers lui pour essayer de recueillir sa version des faits c'est que j'ai cru comprendre. Mais ça serait peut-être mieux s'il soit là et que lui-même donner sa version de vive voix (...) «,

Source : Guinée

Surveillante agressée : La police de Comico arrête le duo incriminé

M. Kane l'a échappé belle ! Surveillante dans une école privée de la place, elle a été victime d'une agression au moment où elle se rendait à son lieu de travail, vers 5 h. En compagnie de son enfant, elle a été interceptée par deux agresseurs. Ces derniers ont tenu en respect la dame sous la menace d'une arme.

Selon des sources de Seneweb, les deux bandits ont volé son sac à main contenant ses deux téléphones portables, sa carte Wave et d'autres objets.

Mais cette agression ne sera pas impunie. A la suite de la plainte déposée et la description faite par la victime de ses agresseurs, les limiers du commissariat de Yeumbeul-Comico ont mené d'intenses investigations qui ont permis de mettre la main sur les deux présumés bandits.

L'indélicat ouvrier M. M. (18 ans) et son compère E. N. (20 ans) ont tenté de nier les faits sans convaincre les enquêteurs de la police de Comico. Malgré tout, le duo arrêté par les éléments du commissaire Diallo a été présenté

au procureur de la République près le tribunal de grande instance de Pikine-Guédiawaye, pour vol commis la nuit avec violence.

Source : seneweb.com

CHAN 2022 : La côte d'ivoire qualifiée pour les quarts de finale

Le président de la Fédération ivoirienne de football (FIF), Idriss Diallo, salue les Eléphants locaux après leur victoire face à l'Ouganda (3-1), lors de la 3e journée des qualifications en phase de groupes, en Algérie.« Bravo aux Eléphants locaux ! », a déclaré ce dimanche 22 janvier 2023 le président de la FIF, Yacine Idriss Diallo, à la suite de la « brillante » qualification de la sélection nationale A' pour les quarts de finale en battant l'Ouganda (3-1).

Le président de la FIF, Yacine Idriss Diallo, a également apporté ses « encouragements » à l'encadrement technique pour cette performance des Eléphants locaux, qui se sont imposés face à leur homologue d'Ouganda (3-1), à Alger. « Le Comité exécutif de la FIF et moi-même, souhaitons pouvoir compter sur le soutien de tous et appelons à nous unir en union de prière pour notre équipe dans la suite de la compétition », a-t-il lancé à l'endroit des Ivoiriens. Les Eléphants locaux se hissent en quart de finale de la compétition du CHAN 2022 après une victoire à la Pyrrhus. Ils se positionnent au deuxième rang du Groupe B, derrière le Sénégal qui totalise 6 points. La Côte d'Ivoire qui compte 4 points comme l'Ouganda, a été avantagée par le goal average. La sélection ivoirienne a ouvert le score à la 12e minute avec William Sankara Karamoko. A la 27e minute, Vignon Patrick Ouotro corse la marque (2-0), qui sera réduite à la 34e minute sur pénalty par l'Ougandais Moses Waiswa. A la 78e minute, l'attaquant ivoirien Aubin Kramo Kouamé creuse l'écart (3-1). A la première journée, les Pachydermes ont raté leur entrée devant le Sénégal (0-1). En dépit de leur détermination, ils font match nul avec la RD Congo (0-0), en phase de groupes à la deuxième journée du CHAN 2022. Le Sénégal et la Côte d'Ivoire arrachent la qualification dans le groupe B. L'Ouganda occupe la troisième place et la RD Congo le quatrième rang. Les Eléphants locaux affronteront l'Algérie en quart de finale.

Source : APA

Bélier (21 mars - 19 avril)

Vous aurez vent de certains bruits de couloir à votre sujet qui ne seront pas très positifs. Comme cela ne sera pas la première fois, vous n'y prêterez pas une attention particulière. Bien vous en prendra, car ils s'évanouiront encore plus vite.

Vous mettrez au clair certaines situations financières qui ne seront pas très claires ! Vous adopterez une conduite moins brute de pomme pour obtenir satisfaction, mais vous devrez être ferme, sinon, on n'écoutera que d'une oreille vos revendications.

Taureau (20 avril- 19 mai)

Aujourd'hui, vous ferez face à des désaccords qui seront de moins en moins gérables. En refusant ou en ne pouvant pas trouver un terrain d'entente, une promotion pourra vous passer sous le nez, et profiter à un collègue beaucoup plus conciliant.

Votre trésorerie sera à flux tendu... Le moindre petit pépin vous mettra dans un profond embarras ! Pour ne pas en arriver à cette extrémité, vos dépenses fonctionneront au ralenti. Cela ressemblera furieusement à un rationnement généralisé...

Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Rien de tel qu'un nouveau départ ! Vous voilà sur les starting-blocks ! Rien ne vous décourage. Un changement de service ou une nomination arrive ! Ce que vous attendez depuis longtemps se concrétise. Vous devriez changer de bureau ou d'équipement !

Un peu de sagesse est vivement conseillée ! Vous craquez facilement pour les petits plaisirs. La somme des dépenses pèse lourd ! Votre salaire continue de partir très rapidement ! Pas d'inquiétude pour autant. Vous vivez légèrement au-dessus de vos moyens !

Cancer (21 juin - 21 juillet)

Mercure subit aujourd'hui un transit qui empêche la bonne productivité dans vos actes. Votre esprit est confus, et vous pourriez même avoir des soucis de mémoire ! Pas terrible pour une belle efficacité professionnelle, vous avez connu mieux.

Vous faites preuve d'une très belle lucidité dans ce domaine, et vous êtes conscient des problèmes qui pourraient survenir. Des projets sont en cours, et votre perspicacité est telle qu'ils ont de grandes chances d'aboutir de façon positive.

Lion (22 juillet - 23 août)

Vous ne pourrez pas sortir du bureau aussi tôt que prévu. Vous aurez des dossiers à finaliser impérativement avant le week-end. Vous jouerez contre la montre, d'autant plus qu'une réunion de dernière minute s'imposera et en plus, elle s'éternisera.

En suivant votre intuition, vous pourriez réaliser une affaire financière qui vous fera économiser quelques euros et en gagner aussi. Votre sixième sens vous sera également utile pour ne pas donner suite à une proposition que vous estimerez douteuse.

Vierge (23 août 23 septmbre)

Ami Vierge, dans votre travail, vous passerez du lévrier à la tortue. Entre les dossiers à retravailler et les coups tordus des collègues, vous allez passer du rire aux larmes sans même vous en rendre compte... La roue tournera, mais plus dans le bon sens.

Contrairement à beaucoup de gens, votre priorité ne sera pas d'avoir un maximum de billets... Aujourd'hui, vous utiliserez vos deniers pour vous faire plaisir, sans pour autant, selon une expression un peu familière, partir en cacahuète... Ouf !

Balance (23 septmbre - 22 octobre)

Des difficultés de concentration peuvent arriver. Le carré Lune/Mercure vous perturbe, et vous empêche d'avoir les idées claires. Vous ressentez un manque d'efficacité, ça vous contrarie et vous rend nerveux. Essayez de reporter tout travail qui peut attendre.

À vouloir un peu trop vous amuser, vous risquez de dépenser plus que de raison ! Attention, votre esprit a tendance à s'éparpiller , à cause du mauvais transit de Mercure. La lucidité vous fait défaut, et votre jugement s'en ressent, soyez vigilant.

Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Des difficultés de concentration peuvent arriver. Le carré Lune/Mercure vous perturbe, et vous empêche d'avoir les idées claires. Vous ressentez un manque d'efficacité, ça vous contrarie et vous rend nerveux. Essayez de reporter tout travail qui peut attendre.

À vouloir un peu trop vous amuser, vous risquez de dépenser plus que de raison ! Attention, votre esprit a tendance à s'éparpiller , à cause du mauvais transit de Mercure. La lucidité vous fait défaut, et votre jugement s'en ressent, soyez vigilant.

Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Rien n'ira de soi dans votre secteur professionnel. Après quelques petits instants de découragement, vous reprendrez confiance. Vous plancherez avec méticulosité chaque dossier un à un, afin qu'il ne s'y glisse pas d'erreurs préjudiciables à l'entreprise.

Si vos dépenses auront laissé un trou dans votre budget, vous allez le remettre à niveau. Vous changerez des détails dans votre consommation quotidienne. Vous ferez de petites économies qui auront au final une grande influence sur vos finances.

Capricorne (21 décembre -20 janvier)

On pourra vous faire la promesse de bénéficier d'un statut revalorisé, mais aussi la quasi-certitude de devoir repousser d'une semaine ou deux vos prochaines vacances... Côté formation, elle sera soit décidée, proposée ou carrément imposée !

Vous allez dispatcher vos sous entre les impératifs liés à l'entretien de votre foyer, les besoins de vos proches, comme par exemple les études, et vos économies, selon ce qu'il restera ! Ami Capricorne, vous agirez de cette manière chaque mois...

Verseau (20 janvier - 19 février)

Vous êtes motivé et cela se voit ! Votre supérieur peut vous convier. Un rendez-vous inattendu peut tomber. Il a pour objectif de vous faire gravir les échelons. Cette proposition s'annonce une opportunité. Il faut réfléchir vite pour la saisir !

Faites attention à vos dépenses. Elles sont multiples et sous l'impulsion ! Les gadgets vous attirent. Votre salaire suffit à couvrir les charges. Ne vous tracassez pas. Même avec un découvert, le déséquilibre sera bref. Vous parvenez à garder la stabilité.

Poisson (19 février - 21 mars)

La Lune dans votre signe, carré à Mercure, vous empêche d'avoir une belle sérénité au bureau. Effectivement, vous n'avez pas les idées claires, et la concentration vous fait défaut. Vous n'arrivez pas à atteindre vos objectifs, ça vous agace fortement !

Mars rentre dans votre signe, apportant une belle vitalité. Mais l'impatience peut aussi arriver, et vous voulez que les choses aillent vite ! C'est un peu ce qui se passe dans vos finances, la patience est requise, ne soyez pas trop pressé!

L'information est l'oxygène des temps modernes

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS

Pour tous **renseignements**, **abonnements**, **reportages**, **publicités**, **annonces** ...
n'hésitez pas, contactez nous au :

70 44 22 23

Journal Malikilé | +223 70 44 22 23 | ampikile@gmail.com | www.malikile.com